



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse « ONE UN » en RDC Mercredi 4 octobre 2017

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole par intérim de la MONUSCO et Yvon Edoumou Représentant de l'équipe de pays des Nations Unies et, à partir de Goma, par le Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Bonjour à tous, auditrices et auditeurs de Radio Okapi, merci aux journalistes de Kinshasa et Goma d'être avec nous ce matin pour cette nouvelle conférence de presse que vous pouvez également suivre depuis Kananga sur la fréquence 93 de la bande FM.

Saluons Radio Okapi qui vient de relancer son décrochage local dans la province du Kasai-Central et qui propose depuis lundi un journal local en tshiluba et en français du lundi au vendredi.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies s'est félicité de cette initiative qui fait partie des efforts que la MONUSCO a multipliés pour une plus forte présence sur le terrain à Kananga et dans ses environs, conformément à son mandat de protection des civils, de respect des droits de l'homme et de soutien au processus électoral en cours dans le pays.

A mes côtés pour animer cette conférence, Yvon Edoumou, ici à Kinshasa, qui représente l'équipe de pays des Nations Unies et, à Goma, le porte-parole militaire par intérim, le Commandant Adil Esserhir.

Je voudrais tout d'abord revenir sur notre intervention la semaine dernière dans la région d'Uvira en réponse à des affrontements entre des Mayi-Mayi Yakutumba et les FARDC. Comme vous le savez, nous avons rapidement déployé des troupes sur le terrain afin de dissuader toute attaque contre la ville et éviter l'escalade du conflit. Nos hélicoptères sont entrés en action vendredi matin et ont détruit trois bateaux sur le lac Tanganyika à bord desquels se trouvaient des éléments Mayi-Mayi Yakutumba.

Le Commandant Adil Esserhir reviendra sur cette information en vous donnant plus de détails sur l'opération.

Mais je voudrais préciser que cette réponse robuste a été guidée par le mandat que nous a donné le Conseil de sécurité et qui comporte deux grandes priorités dont la protection des civils.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Et c'est donc en vertu de la protection des populations civiles y compris les groupes vulnérables tels que les réfugiés et personnes déplacées que nous sommes intervenus afin de protéger la ville d'Uvira et ses dizaines de milliers d'habitants.

Nous sommes toujours sur place et nous exhortons les groupes armés à cesser toute forme de violence. Le Représentant spécial du Secrétaire-général des Nations Unies rappelle que tous les auteurs, en particulier ceux qui parrainent des groupes armés ainsi que ceux qui ont des responsabilités de commandement, seront tenus responsables de violations des droits de l'homme et devront être traduits en justice.

Nous avons suivi avec intérêt la visite en RDC de Mme Pansy Tlakula, Présidente de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et Rapporteur spécial sur la liberté d'expression. Mme Tlakula a séjourné ces derniers jours à Kinshasa à l'invitation de la Commission nationale des droits de l'homme et du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme.

Au programme de ses rencontres avec les autorités congolaises et des représentants de la société civile et des médias : l'accès à l'information avec un plaidoyer effectué en faveur de l'adoption par la RDC d'une loi relative à l'accès à l'information conforme aux normes du droit international des droits de l'homme.

L'accès des citoyens à l'information contribue au bon fonctionnement d'un état démocratique.

Je vais maintenant passer la parole au Commandant Adil Esserhir à Goma afin qu'il nous fasse le point sur la situation sécuritaire.

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Esserhir] :** Merci Madame, bonjour à tous. Les principales informations de la semaine nous viennent d'Uvira au Sud-Kivu, du Nord-Kivu, du Haut-Uélé et du Maniema.

Suite aux développements sécuritaires dans le territoire d'Uvira, le commandant adjoint de la Force MONUSCO, le Général de Division Bernard Commins s'est rendu les 27 et 28 septembre 2017 dans la province du Sud-Kivu où il s'est longuement entretenu avec les hautes autorités militaires onusiennes et congolaises sur les plans à mettre en œuvre pour assurer la protection des civils et combattre les actions néfastes des groupes armés. Ce déplacement a été aussi l'occasion d'inspecter les dispositifs de contrôle de zone installés aux alentours de la localité d'Uvira et élaborer les plans d'opérations à même de parer à cette tentative de déstabilisation dans la région et d'éviter l'escalade du conflit.

C'est ainsi que les troupes onusiennes continuent leurs opérations terrestres et aériennes, en liaison avec les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, et ont repoussé le 28 septembre 2017, une attaque perpétrée par les éléments Mayi Mayi Yakatumba par voie lacustre à bord d'embarcations. Au cours de cet accrochage, trois (03) bateaux armés de mitrailleuses ont été détruits par les hélicoptères

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

d'attaque de la MONUSCO, au large de la localité de Kasekezi, sur le lac Tanganyika, en territoire de Fizi, et un casque bleu a subi des blessures légères par éclats.

La Force MONUSCO a renforcé sa présence dans cette région par le déploiement de forces spéciales, ce qui a permis d'éloigner la menace qui pesait sur la cité d'Uvira et de restaurer la liberté de mouvement dans les zones affectées.

Au Nord-Kivu, les opérations contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) se poursuivent dans le territoire de Rutshuru. Outre la destruction des postes de commandement de ce groupe armé et la désorganisation de sa structure logistique, cette opération a permis la restriction de sa liberté de mouvement et son influence dans la province du Nord-Kivu et a limité ses nombreuses activités illégales telles que le commerce illégal du bois et de charbon, la contrebande d'armes, les enlèvements et l'extorsion de la population locale.

Des opérations similaires, conjointement avec les FARDC et l'ICCN, se déroulent actuellement au Haut-Uele, contre les éléments de l'armée de résistance du seigneur (LRA) pour assurer un environnement sain et sécurisé dans cette partie de la république.

Par ailleurs, dans la province du Maniema, la Force de la MONUSCO suit de près l'évolution de la situation et la montée en puissance des groupes Mayi Mayi et demeure engagée dans le spectre politique et militaire, pour s'attaquer au problème, en développant des stratégies et des plans conjoints avec les sections subsidiaires et les acteurs locaux.

Enfin, dans la continuité des efforts visant à assurer la protection par la projection, cette semaine a connu le déploiement de trois (03) bases opérationnelles temporaires à Bunyampuli (98km N/O de la COB Sake), Irangi (39 km N/O de Bunyakiri) et Tumayini (61 km ouest la COB HIMBI). Cette présence périodique, caractérisée par la conduite de patrouilles conjointes avec les acteurs sécuritaires locaux et l'engagement communautaire, vise à dissuader les groupes armés d'agir dans la zone et à rassurer la population civile de la présence de la MONUSCO. Merci de votre attention.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal]** : Merci commandant, retrouvons maintenant Yvon Edoumou qui va nous présenter les actualités de l'équipe de pays à partir de Kinshasa.

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Yvon Edoumou]** : Alors bonjour à tous chers amis auditeurs et journalistes ici présents dans la salle. Aujourd'hui nous nous rendons dans le Haut Lomami et le Sud-Kivu pour vous parler de la progression du choléra.

Deux mois après la déclaration officielle de choléra dans la province du Haut-Lomami, ce sont actuellement 8 des 16 zones de santé, donc la moitié de zones de cette province qui sont touchées par le choléra. Plus de 3 000 cas suspects ont été rapportés du 1<sup>er</sup> janvier au 24 septembre 2017 et plus de

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

60 personnes en sont mortes. Durant toute l'année 2016 la province du Haut-Lomami avait enregistré plus de 3 500 cas avec 78 décès.

Le faible accès en eau potable, la survenue du choléra dans la zone de santé de Mulongo où la dernière épidémie remonte à l'année 2002, les mouvements de personnes sont autant de facteurs qui ont contribué à l'expansion de la maladie cette année.

Cependant la réponse se bute à plusieurs défis notamment une faible présence des acteurs humanitaires pour endiguer la maladie.

Dans le Sud-Kivu, ce sont treize des 34 zones de santé que compte la province qui continuent d'enregistrer des cas de choléra. Une réponse multiforme est en place, qui comprend entre autres, des points de chloration et de prise en charge des personnes malades dans les centres de traitement de choléra.

Mais évidemment des défis perdurent qui empêchent une riposte optimale. Ces défis s'articulent entre autres autour de l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et le renforcement des actions de sensibilisation et de communication de la population notamment vers les écoles. Dans la seule ville de Bukavu, une dizaine d'écoles ont déjà enregistré des cas de choléra.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et ses partenaires sont aussi inquiets de la situation sécuritaire qui prévaut à Baraka, Uvira et leurs environs. Deux des régions les plus touchées par la maladie dans le Sud-Kivu car cette situation constitue un frein aux activités humanitaires pour lutter contre la maladie.

La saison de pluie qui débute va ajouter évidemment un élément de difficulté supplémentaire aux efforts en cours à travers le pays.

Pour conclure, l'OMS et ses partenaires lancent aujourd'hui un nouveau plan mondial de lutte contre le choléra qui vise à faire baisser de 90 % le nombre de décès dû au choléra d'ici 2030.

Une copie de la communication de l'OMS vous sera distribuée à la fin de cette conférence de presse. Merci.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Merci Yvon. Avant de poursuivre cette conférence de presse, je souhaiterais revenir sur des questions posées la semaine dernière pour lesquelles nous n'avions pas de réponses précises.

Tout d'abord, une question concernait des enfants du territoire de Walikale qui souhaitaient pouvoir bénéficier d'une réintégration en tant qu'enfants appartenant précédemment à des groupes armés, ce qui était faux d'après Cosmas du journal « Le flambeau de l'est ».

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

En effet, cette situation a été portée à la connaissance de nos collègues chargés de la protection des enfants.

Qui nous rappellent qu'il existe un cadre opérationnel très détaillé pour encadrer la démobilisation et la réinsertion des enfants, un cadre mis en place par le Gouvernement et soutenu par les Nations Unies. Il se trouve que certaines ONG nationales et internationales ne suivent pas ce cadre et qu'en conséquence, des erreurs sont parfois commises dans l'identification des enfants, d'où l'importance de respecter le cadre opérationnel qui a d'ailleurs été révisé cette année.

Seconde question : celle de la réhabilitation de l'axe Masisi-Walikale. Comme je l'avais laissé entendre la semaine dernière, il s'agit en effet de mesures d'accompagnement des fermetures de bases.

Avec tout d'abord un pont à Osso sur l'axe Sake-Masisi. Les travaux sont en cours pour ce projet qui implique le Programme alimentaire mondial, la MONUSCO et l'Office congolais des routes.

Concernant la route elle-même, les autorités provinciales ont décidé de réhabiliter en priorité la section la plus difficile, soit entre Kashebere et Walikale. Avec deux parties, Kibwa – Tutero, 50 km confiés à une entreprise externe et 87 km entre Kashebere - Kibwa qui seront réhabilités par l'Office des routes qui a demandé le soutien de la MONUSCO, lequel est actuellement à l'examen.

### Question 1

**Isaac Ngwenza / Congo ya Lelo : Je voudrais juste avoir une précision sur la destruction de ces trois bateaux par les forces onusiennes, est-ce qu'il y a des dégâts matériels ? Est-ce que ces bateaux étaient vides ? Il y a des morts ? C'était comment ?**

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Esserhir] :** Comme je viens de le dire dans mes propos liminaires sur une attaque menée par les Mayi Mayi Yakatumba le 28 septembre 2017 au large de la localité de Kasekezi, sur le lac Tanganyika, en territoire de Fizi. Donc les Mayi Mayi Yakatumba ont essayé de mener une attaque par le lac Tanganyika à bord de cinq embarcations.

Comme vous le savez, la résolution 2348 autorise la MONUSCO en vue d'atteindre ses objectifs à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter de son mandat, donc des hélicoptères d'attaque ont été actionnés et ont réussi à détruire ces trois embarcations qui contenaient des mitrailleuses et qui ont mené cette attaque pour reprendre ultérieurement la ville d'Uvira, donc voilà pour cet incident.

Pour nous, on a renforcé notre présence via le déploiement de forces spéciales dans cette région, ce qui a permis une stabilisation de la situation. La circulation a été rétablie sur la route numéro 5 reliant Baraka à Uvira, on a rétabli la liberté de mouvement sur cet axe vital. On continue notre plan conjointement avec les FARDC pour apporter une solution durable à ce phénomène-là.

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01





## Organisation des Nations Unies

### Question 2

**Flavien Musans / Planète Télévision :** Je reviens sur la semaine passée, il y avait une visite d'une délégation de membres de l'Union africaine ici à Kinshasa, au centre de la discussion avec les autorités, c'était pour les problèmes d'organisation des élections et la mise en application de l'accord de la Saint-Sylvestre, quelle est la réaction maintenant de la MONUSCO suite à cette visite ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Le Représentant spécial du Secrétaire général a rencontré cette délégation, nous n'avons pas à commenter cette visite. En revanche, je peux une fois de plus vous dire que la MONUSCO à travers ses bons offices, demeure engagée à soutenir les principes de l'Accord du 31 décembre. L'application de ces principes reste la seule option possible pour établir les conditions nécessaires à la tenue d'élections crédibles et pacifiques.

### Question 3

**Laetitia Masela / RTNC 2 :** Le bulletin du Programme alimentaire mondial (PAM) parle de cas d'insécurité alimentaire dans les Kasai. Devant pareille situation, avez-vous pris la mesure du problème et comment agissez-vous, autrement dit quel est votre modus operandi face à cette situation ?

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] :** Effectivement, ce n'est pas seulement le Kasai, en ce moment nous avons plus de 7,7 millions de personnes qui sont en insécurité alimentaire à travers le pays. Le Kasai fait partie effectivement d'une des zones les plus touchées en raison des violences de ces derniers mois.

En termes de réponse, ce sont des réponses d'urgence non seulement pour pouvoir fournir de la nourriture à ces personnes mais aussi c'est permettre à toutes ces familles, ces communautés qui ont perdu leurs champs, qui ne sont plus en mesure de cultiver, de pouvoir retrouver le chemin de l'agriculture. C'est un grand paradoxe en RDC avec toutes ces terres fertiles que nous avons qu'il y ait autant de gens en RDC qui soient en insécurité alimentaire. Cela n'est pas dû au fait que les terres ne soient plus arables ou fertiles ou au fait que les populations ont changé de métier, c'est dû en grande partie au climat d'insécurité qui empêche les gens de pouvoir cultiver la terre.

### Question 4

**Tuver Wundi / RTNC (Goma) :** Les attaques des FDLR se poursuivent. Pourtant il y a beaucoup d'actions qui sont faites comme le cas de hier dans la reddition même de certains dirigeants. D'où continuent-ils à avoir de l'énergie pour contraindre les FARDC appuyés par la MONUSCO ?

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Esserhir] :** Effectivement on a déjà été engagé par le passé dans pas mal d'opérations contre les FDLR et tous ces groupuscules soit FDLR Foca, soit RUD, soit quelle que soit la faction. Même dans mes propos liminaires, je viens de citer une opération que l'on conduit depuis le 25 septembre contre les bastions des FDLR dans le territoire de Rutshuru, donc on a pu chercher des hommes qui les occupent, on a pris deux postes de commandement, on a désorganisé et restreint leur liberté de mouvement.

Comme on vient de le dire, hier il y a eu 54 redditions enregistrées, donc il s'agit de 13 combattants et de dépendants, donc 54. On a 7 enregistrés à Kitchanga et 37 autres à Kibabi dont 11 combattants. Donc, ces redditions et même des redditions par le passé montrent bel et bien que les actions menées par la MONUSCO permettent une stabilisation de la zone et même poussent ces combattants à rejoindre le processus DDR. Ces redditions peuvent même apporter une contribution aux activités de stabilisation.

### Question 5

**Roberto Onge / Journaliste indépendant (Goma) :** La MONUSCO a appuyé les FARDC pour chasser le Général Yakatumba vers Uvira et ses environs. La bataille continue vers d'autres villages tels que Mboko, Suima et Kabumbe. Je voulais savoir est-ce que la MONUSCO a pris les dispositions pour sécuriser la population qui se trouve à côté des camps de réfugiés burundais puisque je trouve que cette population pourrait être prise en étau par les FARDC ?

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Esserhir] :** Pour faire un point complet sur la situation en territoires d'Uvira et de Fizi, donc cette situation a commencé entre le 24 et le 25 septembre où des éléments Mayi Mayi Yakatumba ont réussi à prendre Mboko, c'est à 15 km au nord de la localité de Lusenda, donc ces éléments armés [disposant] d'une panoplie d'armes allant du fusil au lance-roquettes anti-chars et des mortiers constituait une menace importante qu'il s'agissait de briser.

Pour faire face à cette situation et conformément à notre mandat de protection des civils, on a déployé un cordon de sécurité autour de la ville d'Uvira dans les plaines de Ruzizi. On a aussi envoyé par endroit des forces de réaction rapides pour faire face à toute éventualité.

Donc suite à ces mesures prises, on a pu conjointement avec les FARDC, comme je l'ai dit lors de ma réponse à votre collègue, on a pu rétablir la liberté de mouvement dans l'axe Baraka-Uvira, on a poussé les Mayi Mayi Yakatumba, donc nos troupes sur place restent en liaison permanente et étroite avec les acteurs sécuritaires locaux et nous suivons de très près l'évolution de la situation pour voir de quelle manière on peut apporter notre soutien pour agir.

Donc je ne peux pas publiquement donner un certain nombre d'analyses qui pourraient éventuellement servir à ceux qui constituent une menace pour la sécurité dans la région mais je vous garantis que des dispositions ont été déjà prises et que d'autres dispositifs seront menés à terme.

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

### Question 6

**Venant Vudisa/ RTNC :** Je reviens à la question qui a été posée tout à l'heure par Isaac au commandant concernant le bilan. Le commandant est resté évasif. Il n'a pas communiqué les pertes en vies humaines mais seulement les munitions qui ont été détruites sur les trois bateaux. Aussi j'aimerais savoir : ces bateaux ont-ils été réquisitionnés ou c'est un patrimoine des Mayi Mayi ? Est-ce qu'on peut aussi connaître les motivations profondes qui prévalent à ce genre d'attaques à quelques mois de la tenue des élections dans notre pays ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Attaques de la part de qui ?

**Venant Vudisa :** Des Mayi Mayi.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Il faut leur demander à eux. Ils ont une communication qui est très bien organisée. Donc nous, une fois encore, notre réponse à ces attaques, c'est de protéger les populations civiles. Elles n'ont pas à subir les attaques, à être confrontées à des violences de la part de ces groupes armés.

Commandant, vous avez été interpellé par rapport à un bilan. Si vous n'en avez pas donné, c'est parce que vous n'en avez pas j'imagine. A moins que je ne me trompe. Vous pouvez nous éclairer s'il vous plaît ?

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Esserhir] :** Je n'ai pas un bilan détaillé à donner. Le journaliste a évoqué la réquisition de ces bateaux. Pour toute la MONUSCO, on avait juste une unité maritime, c'est l'unité marine uruguayenne qui a cessé d'être avec nous suite aux réductions [des effectifs] que la MONUSCO a connues. Ils ont été rapatriés avant le 10 septembre donc la sécurité le long du lac Tanganyika est maintenant assurée par les unités maritimes congolaises.

Voilà ce que je peux dire. Et l'attaque, c'est surtout les Mayi Mayi. Pour nous, ce sont des Mayi Mayi Yakutumba.

### Question 7

**Helvira Phanzu / Radio Télévision La Louange :** Il y a un rapport de l'ONU publié je crois hier qui indique qu'il y aura des troubles si la RDC n'organise pas des élections. Hier, le Premier ministre dans son point de presse a promis de tout faire pour qu'il y ait organisation des élections en RDC mais n'a pas indiqué la date. D'un autre côté, le Rassemblement aile Limete exige une transition de six mois sans Kabila au cas où il n'y aurait pas d'élections. Or, vous avez dit tantôt dans votre réponse à la question de mon confrère Isaac que l'application ou le respect de l'accord du 31 décembre reste la seule option. Que compte faire la MONUSCO s'il n'y a pas d'élections pour éviter la crise politique dans le pays ?

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01





## Organisation des Nations Unies

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Le rapport auquel vous faites allusion est un rapport confidentiel. C'est un rapport qui fait suite à une revue stratégique de la mission. Une délégation était venue afin de faire une revue stratégique de la mission. C'est ce qui a été fait. Le rapport a été remis aux membres du Conseil de sécurité qui demeurent les seuls à déterminer les mandats des missions de maintien de la paix. Ça, c'est la première chose.

La deuxième chose par rapport à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre dont l'objectif sur lequel tout le monde s'est entendu, c'est d'arriver à des élections. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est la publication d'un calendrier le plus rapidement possible. Nous l'avons déjà répété. La publication de ce calendrier est une étape clef du processus électoral, c'est lui qui permettra de mener le pays vers des élections justes, crédibles, libres et pacifiques.

Donc, à ce jour, la MONUSCO demande une nouvelle fois la publication de ce calendrier électoral. A la question de savoir ce que fera la MONUSCO si ce calendrier n'est pas publié et si les élections ne se tiennent pas, une fois encore la MONUSCO applique le mandat qui lui est donné par le Conseil de sécurité.

### Question 8

**Albert Omba / Numérica TV :** Je voudrais revenir sur la question sécuritaire. Au niveau du Maniema où les Mayi Mayi Malaika ont pu se promener facilement à partir de Wamaza, Kambabare, Kasongo et ils menaçaient même d'arriver au niveau de Kibombo. Est-ce que la MONUSCO qui est à une distance assez éloignée de ces contrées a pu mobiliser les moyens pour contrer cette menace ?

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Esserhir] :** S'agissant de la situation au Maniema, je peux vous dire que cette province constitue une préoccupation majeure pour la force, [à savoir] suivre de près l'évolution de la situation et la montée en puissance des groupes Mayi Mayi dans cette province de la République.

Donc une recrudescence des activités liées à ces groupes notamment des attaques sporadiques entre les forces gouvernementales et des installations étatiques. Comme vous le savez, 94 % de nos troupes sont basées dans les provinces de l'est de la République. On n'a pas de base ouverte dans cette province-là. Néanmoins on reste engagés dans le spectre sécuritaire et militaire avec les acteurs nationaux et provinciaux sur place pour s'attaquer au problème. On est en train de développer des plans de stratégie conjointement avec eux avec les sections substantives et c'est l'objet des travaux qui vont être menés à terme.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

### Question 9

**Gaius Kowene / Deutsche Welle (Goma) :** J'ai une question pour Yvon Edoumou par rapport au choléra. Vous avez parlé du Sud-Kivu et du Haut Lomami mais vous n'avez pas parlé de Goma. Apparemment, il y a un centre de prise en charge ici à Goma. Je ne sais pas comment est la situation ici.

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] :** Effectivement je n'ai pas les derniers détails sur Goma. Le point qu'il faut retenir en fait c'est qu'aujourd'hui le choléra est devenu un problème de santé majeur pour toute la RDC. Actuellement, 20 provinces sur les 26 que compte le pays sont touchées par le choléra.

L'année dernière nous étions pour toute l'année 2016 à près de 28 000 cas; à l'allure où nous allons, d'ici au 31 décembre 2017 nous allons dépasser ce nombre. Aujourd'hui, la réflexion qui se pose à nous tous, tant acteurs humanitaires que Gouvernement congolais, c'est finalement quoi faire pour endiguer cette situation qui est récurrente d'année en année à travers le pays, notamment dans les provinces de l'est, notamment dans les zones frontalières, dans les zones lacustres, où on enregistre des centaines et des centaines de cas.

Il y a un vrai débat qui se pose sur comment passer ce cap, de ne plus seulement répondre à une urgence d'année en année mais pouvoir instaurer une réponse qui va faire que le choléra va, si pas disparaître de la RDC, en tout cas ne sera plus une préoccupation majeure pour le pays.

### Question 10

**Victoire Muliwavyo / Radio Télévision Graben (Goma) :** Ma question est en rapport avec l'incident qui s'est produit il y a deux semaines à Bihambwe et à Masisi. Il y a le gouvernement qui est déjà à Masisi à pied d'oeuvre pour assister la population. Il se fait remarquer déjà un besoin en assistance. J'aimerais savoir, de votre part, la MONUSCO en tant que partenaire du gouvernement, que faites-vous pour assister ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Votre question est complexe. Quelle est l'assistance que nous serions supposés apporter ? Précisez votre question svp.

**Chargée de communication de la MONUSCO à Goma [Sy Koumbo] :** Quel est l'appui de la MONUSCO par rapport aux sinistrés de Bihambwe ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** D'accord, on fait allusion aux inondations et glissements de terrain. Je vous le rappelle, une fois encore, la sécurité relève en premier lieu des forces congolaises. Nous ne sommes pas présents sur l'ensemble du territoire congolais et nous ne pouvons pas être partout. Je ne sais pas si du côté de l'équipe de pays, des humanitaires vous avez pu vous rendre sur place ?

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] :** Les dernières informations que nous avons partagées je crois et qui remontent à deux semaines étaient que des équipes étaient censées aller sur place. Là, en ce moment, je n'ai pas l'information. On pourra vous répondre peut-être après la conférence.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Je tiens à préciser que c'est bien parfois que l'on vous dise ce qu'on ne peut pas faire. Nous avons un mandat qui est de protéger les civils d'une part et en second lieu d'accompagner les engagements de l'accord du 31 décembre. Nous avons un budget qui est en diminution donc nous ne pouvons pas être présents partout et nous ne pouvons pas répondre à toutes les demandes qui nous sont adressées.

### Question 11

**Flavien Musans / Planète Télévision :** Ma préoccupation est celle des droits de l'homme. La semaine passée, il y avait une manifestation à Goma devant le bureau de la CENI pour pousser la CENI à publier le calendrier électoral. Parmi les manifestants, il y avait des manifestants qui ont été arrêtés par la police et qui ont été emmenés dans des prisons de criminels. Est-ce que le bureau des droits de l'homme a suivi ce dossier à la loupe ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** On va demander à M. Aziz Thioye qui est le directeur par intérim du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme de répondre.

**Directeur adjoint du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye] :** Merci Florence. En effet nous avons suivi toutes les arrestations qui ont été effectuées à Kisangani, à Goma et également à Bunia. Dans ces deux villes [Kisangani et Bunia] les personnes qui avaient été arrêtées ont été libérées immédiatement à l'exception de Goma. Effectivement ils ont été maintenus en garde à vue, sous prétexte qu'ils refusaient de divulguer leur identité. Donc jusque hier, ils étaient remis au procureur et détenus dans un parquet qui est sous le contrôle du procureur.

Le suivi se poursuit, les équipes sont en train de travailler et de faire le plaidoyer. Dans le cadre des procédures que nous avons, nous allons peut-être aujourd'hui faire une mise à jour pour savoir s'ils ont été libérés ou pas. A la seule différence que cette fois-ci, il y a des charges qui pèsent contre ce groupe-là, contre les 33 qui sont retenus à Goma, ce qui nous inquiète un tout petit peu.

Parce qu'on l'a rappelé ici à maintes reprises, le principe de manifestation pacifique, le respect, le droit à manifester pacifiquement a toujours été quelque chose qui est au cœur de nos plaidoyers et nous en avons beaucoup parlé avec les autorités congolaises qui dans une certaine mesure avaient effectivement accepté de les inscrire parmi les mesures de décriminalisation. L'espace démocratique, l'exercice libre des droits et libertés démocratiques est un principe fondamental sur lequel évidemment, nous allons continuer à travailler, à nous engager.

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Donc la réponse, effectivement nous allons continuer à faire le suivi et nous faisons le suivi concernant ce cas que vous venez d'évoquer et qui concerne les 33 [personnes] qui sont détenus à Goma. Merci

[Nous avons appris la libération des 33 personnes au cours de la conférence.]

### Question 12

**Symphorien Katumba / L'Explorateur :** Mme Florence, nous avons suivi lors du 72<sup>e</sup> sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies, un cas type désolant dans la salle. Le chef de l'Etat Sassou Nguesso du Congo Brazzaville a été un peu désorienté dans la salle par les services de sécurité. Je ne sais pas si vous avez suivi. Est-ce que la MONUSCO, vous pouvez éclaircir l'opinion à ce propos.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** J'avoue que votre question me laisse sans voix ; J'avoue ne rien avoir à répondre à cette question.

### Question 13

**Benoit Kambere / Les Echos de la région des grands lacs et l'Emergence :** Je voudrais juste apporter d'abord une précision en ce qui concerne les activistes qui ont été arrêtés, ils auraient été libérés ce matin à Goma mais on aura des précisions pendant la journée.

Je voudrais revenir sur une question et cela devient gênant en ce qui nous concerne. Florence, qu'est-ce qui se passe, la MONUSCO a demandé, demande depuis plusieurs mois maintenant, que le calendrier soit publié. Apparemment, ou on ne vous entend pas ou on se moque de vous ? C'est à se poser des questions. Est-ce que vous continuez à aider la CENI, vous avez même des experts de la MONUSCO à la CENI mais ce calendrier ne vient pas ou on ne veut pas vous le donner et vous continuez à exiger au plus vite, le plus tôt, le plus rapidement possible le calendrier. Qu'est-ce qui se passe ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** En effet, nous faisons partie des observateurs qui étaient très satisfaits l'année dernière lors de la signature de l'accord de la Saint-Sylvestre, le 31 décembre, et qui voyaient en la signature de cet accord le passage et la transition nécessaires devant amener à des élections dans ce pays, devant permettre au peuple congolais de choisir le moment venu, les hommes et les institutions qui pourront les emmener sur la voie de la paix et du développement.

Donc nous restons attachés aux principes de cet accord qui à nos yeux reste à ce jour le seul moyen possible de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Et nous l'avons dit cet accord c'est

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

un processus, et l'une des étapes de la mise en œuvre de ce processus, c'est la publication d'un calendrier électoral.

Donc nous continuons, vous allez être déçus car effectivement aujourd'hui, je vais continuer à vous dire que nous appelons à la publication d'un calendrier électoral et conformément au mandat qui nous est donné par le Conseil de sécurité, nous apporterons un soutien logistique et une assistance technique pour la mise en œuvre de ce processus électoral selon les conditions qui se présenteront au moment où les choses arriveront.

**Chargée de communication de la MONUSCO à Goma [Sy Koumbo]** : Florence, juste une précision d'abord par rapport aux 33 activistes de la Lucha ; ils ont été libérés hier tard dans la soirée, sur demande du procureur général près la cour d'appel et aucune charge n'a été retenue contre eux. Juste cette précision, puisque l'information est arrivée un peu tard.

### Question 14

**Désiré Bigati / Journal Mwangoma (Goma)** : Je reviens encore sur la question des Mayi Mayi Yakutumba qui fait couler beaucoup d'encre. Ma question s'adresse au porte-parole militaire. Paraît-il qu'au groupe Mayi Mayi Yakutumba se seraient associés d'autres groupes armés burundais qui constitueraient d'ailleurs leurs bases arrières et qui font leurs résistances. Pouvez-vous nous donner des précisions à ce propos ?

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Esserhir]** : Merci pour votre question. Jusqu'à maintenant, nous n'avons établi aucun lien entre les Mayi Mayi Yakutumba et d'autres rebelles burundais. Donc pour le moment on n'a pas établi de lien. Voilà ce que je peux vous dire de manière simple.

### Question 15

**Danny Ngubaa / La Prospérité** : Ma préoccupation est celle de savoir, quelle la situation humanitaire à Uvira après ce qui s'est passé, parce que je sais que la MONUSCO essaie sérieusement d'opérer sur place.

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Yvon Edoumou]** : Alors concernant Uvira, la situation en ce moment, c'est une situation sécuritaire qui est inquiétante mais les conséquences humanitaires pour l'instant sont assez minimes, assez faibles. Nous avons quelques infos sur des mouvements de personnes, des centaines de personnes qui auraient bougé mais ça reste encore assez petit en termes de nombre.

Une des grandes conséquences aujourd'hui, c'est le fait qu'effectivement par rapport au choléra, cela peut empêcher, retarder les mouvements de certaines équipes qui sont en train de lutter contre le choléra. Mais dans l'ensemble, c'est une situation certes tendue, autant pour les populations que pour

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01





## Organisation des Nations Unies

---

nous en termes d'accès mais il n'y a pas encore, heureusement on touche du bois, il n'y a pas encore des masses de gens qui sont en train de quitter la zone.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Merci Yvon pour cette précision, cette conférence de presse hebdomadaire des Nations Unies est désormais terminée, je vous retrouve la semaine prochaine notamment sur la fréquence 93 de Radio Okapi à Kananga, bonne journée.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01